

PCF

Parti
Communiste
Français

'Humain d'abord

Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 8 au 21 octobre 2012 – n°108

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

Grosses ficelles... par Michel Guilloux

Sûr que si son mentor n'avait pas été battu en mai dernier, Bruno Le Maire aurait été en tête du cortège dimanche 30...

Oui, comme l'écrivait lundi matin notre estimé confrère du Figaro, il est des ficelles qui sont un peu grosses. Ainsi de Bruno Le Maire. L'ancien ministre de Nicolas Sarkozy, initiateur du traité européen d'austérité avec Angela Merkel, contre lequel des dizaines de milliers de personnes ont manifesté dimanche à Paris, juge cette mobilisation « compréhensible ». Sûr que si son mentor n'avait pas été battu en mai dernier, il aurait été en tête du cortège. « Grosse ficelle », estime donc l'éditorial du Figaro à propos du projet de budget 2013. L'auteur évite la dentelle en qualifiant le projet de taxer les revenus du capital au même taux que ceux du travail de « double peine », avant de sortir son bréviaire en catéchisme néolibéral à propos de ces audacieux qui « prennent le risque d'investir dans une entreprise en achetant des actions, puis d'accompagner son développement ». Voilà ce qu'est « participer au financement de l'économie ». La messe est dite. Et elle vaut celle en latin.

Mais voilà, depuis la Lorraine et jusqu'à son siège de Saint-Denis, un vrai casse-cou du « financement de l'économie » comme le rêve le quotidien des beaux quartiers de France. Que d'actions n'a-t-il achetées. Quel développement ambitieux n'a-t-il insufflé. Le PDG d'ArcelorMittal, ami du président des riches sorti, annonce la fermeture de ses hauts-fourneaux lorrains. La 21e fortune mondiale a donc pressuré le citron, reçu des dizaines de millions d'euros de fonds publics, pour engraisser ses profits personnels en toute impunité sous le précédent pouvoir. Au passage, la mise à l'arrêt de ses hauts-fourneaux en Europe lui permet de spéculer sur le marché des « droits à polluer ». Les excédents de quotas de CO₂ ainsi dégagés lui ont rapporté quelque 211 millions d'euros de recettes supplémentaires en 2011, dont 11 millions rien que pour le site de Florange... Il n'y a pas de petits profits.

ArcelorMittal est conseillé par Goldman Sachs, cet empire financier en partie responsable de l'explosion de la crise financière et qui, aujourd'hui, guide, par ex-dirigeants interposés placés aux postes clés, la purge imposée aux peuples grec et européens avec la complicité de la Commission européenne. Ladite Commission, à propos de CO₂, refuse jusqu'à présent de soutenir le projet de relance du site de Florange qui en ferait un site pilote en Europe d'« acier propre ». Pas de CO₂, pas de profits pour les Mittal et consorts.

La ficelle est grosse □? De plus en plus. Une majorité de Français, comme les dizaines de milliers de manifestants de dimanche 30, n'ont pas voté François Hollande au second tour de l'élection présidentielle pour aujourd'hui partager, de la droite au Figaro, du grand patronat français et européen aux puissances financières et eurocratiques, la nostalgie de la défaite du précédent hôte de l'Élysée. Et ce n'est pas en se corsetant dans le traité taillé sur mesure pour les accapareurs de ce siècle par Sarkozy et Merkel que la puissance publique trouvera la force de leur tenir la dragée haute. Face à ces forces mobilisées comme jamais, face à ces pouvoirs colossaux, la force du nombre demeure celle de leurs victimes qui sont aussi celles et ceux dont le travail est détourné, voire sacrifié, pour assurer les rendements exorbitants des mangeurs de dividendes.

Agenda

Réunion Indignés le lundi 18H30
Réunions soutien aux Roms au nouveau campement

le mardi 19h30 pique-nique ensemble sur le quai de Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce quai illégalement privatisé par quelques-uns

Lundi 8 20h café-repère citoyen Fillinges
Bar le Monaco (face de l'église)

Mardi 9 Grève + manif CGT à Lyon

mercredi 10 20h réunion publique "MACHIEFERS" organisée par la CCPF salle de Groisy, salle "Espace Animation"

18h30 soirée de soutien aux luttes sociales en Espagne· Maison des Associations Salle Gandhi · 15, rue des Savoises · 1205 Genève

20h30 Thorens ciné Le Parnal Uranium, l'héritage empoisonné; Débat animé par la CRIIAD et ATTAC74

Jeudi 11 20h30 École Lucie Aubrac Ayze
Conférence «AMAP - Se nourrir durablement: Pourquoi, comment?» avec le CA de l'AMAP des Paniers de la Pierre aux Fées de Reignier

Les retraités prennent la parole partout en France. Contacter la CGT pour plus d'infos sur les manifs

Vendredi 12 18h30 médiathèque de la CCFG-Bonneville : Soirée Littéraire, coup de cœur à partager

Samedi 13 et dimanche 14 fête des Allobroges, le journal départemental du PCF 73, parc des expositions de Chambéry.

Lundi 15 Conseil départemental PCF 74

mardi 16 20H30 réunion publique du collectif anti-TSCG du Mont-Blanc (PCF, PG, Coordination Communiste) salle du local de foot de Chedde

mercredi 17 18h place du pont - (Place Gabriel Péri) Lyon 3ème Rassemblement en commémoration de la tragédie du 17 octobre 1961

Jeudi 18 20h salle de l'Allondon - St Genis-Pouilly conférence Attac sur la Dette, le Pacte budgétaire, le traité européen - La responsabilité de la crise financière - les conséquences avec Henri Sterdyniak, membre des "Economistes Atterrés"

Vendredi 19 19h repaire La-Bas si j'y suis au Dersim 22, route de Frangy - Meythet

Samedi 20 soirée Amis de la Terre au cinéma La Turbine (Place Chorus à Cran). Programme de choix avec deux projections-débats

Abandon de la taxation des revenus de cessions d'actifs : le gouvernement s'est fait pigeonner par le patronat

Le soudain recul du gouvernement sur la taxation des revenus de cessions d'actifs est un signe fort de soumission adressé au patronat. Lorsque ses intérêts sont touchés, le patronat montre les dents et le gouvernement plie. Il aura suffi que quelques personnalités du monde de l'entreprise inondent les médias de leurs angoisses fiscales pour que le gouvernement lâche sur une des seules mesures du projet de loi de finance pour 2013 qui s'attaque aux revenus du capital. Le gouvernement s'est fait pigeonner par le patronat. C'est désolant, d'autant que l'on n'a pas vu le gouvernement agir avec la même sollicitude à l'égard des salariés de Sodimédical, de PSA ou de Doux !

Le patronat ne fera pleurer personne sur le sort de ces "investisseurs", dont la plus grande partie utilise un système fiscal particulièrement avantageux pour "optimiser" à la baisse leurs devoirs fiscaux à l'égard du pays en spéculant à la revente sur les actifs des entreprises qui marchent. Cet abandon en rase campagne illustre les insuffisances d'une politique gouvernementale crispée par la rigueur budgétaire et fiscale, qui refuse d'aborder de front la question de la relance économique par l'investissement, notamment public, et du rôle des banques et du crédit comme levier pour y parvenir.

Copé : « Des histoires de cour d'école pour servir un discours communautariste »

Jean-François Copé a un problème. Il a sans doute dû se faire voler son goûter par un plus grand que lui dans la cour de récréation. Peut-être est-ce cela qui l'oppose aujourd'hui à François Fillon. Aller chercher des histoires de cour d'école pour servir un discours communautariste aux relents racistes montre à quel point la droite en général et Jean-François Copé en l'occurrence sont prêts à tout pour masquer leurs graves responsabilités dans la situation que connaît notre peuple. On lui rappellera au passage en cette période de crise qu'il ferait bien de se préoccuper de ceux qui ne peuvent pas se payer un pain au chocolat plutôt que de disputes puérides. Attiser de nouvelles guerres de religion est indigne d'un responsable politique.

Si nous le comprenons bien, il s'agit d'aller faire du gringue à l'extrême droite et de continuer à protéger les saigneurs de la finance qui se délectent de la guerre des pauvres, dont on a vu moult exemples ces derniers temps. Il nous trouvera face à lui pour rassembler tous ceux et celles qui en ont assez qu'on avilisse ainsi les êtres humains et qui veulent de vraies solutions. Monsieur Copé, nous vous enverrions bien au piquet, mais vos propos sont autrement plus graves que cela. Ils sont une insulte à la République et à la laïcité !

Après Lebel, Boutin s'invite dans la polémique homophobe

Après que François Lebel, le maire du 8e arrondissement de Paris, a utilisé un journal municipal pour déverser sa haine homophobe - aux frais des contribuables parisiens - en expliquant que la légalisation du mariage pour tous ouvrirait la porte à la polygamie, l'inceste et la pédophilie, un autre esprit fort de la droite s'est invité dans cette polémique abominable.

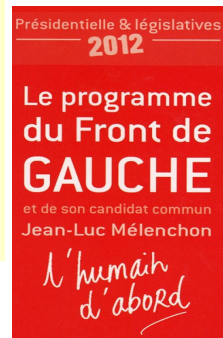
Pour Christine Boutin, moraliste à géométrie variable, "il est vraisemblable que si on accepte le mariage homosexuel, on serait amenés dans les années à venir à accepter la polygamie en France". C'est d'une bêtise crasse, indigne du débat public. Ces propos discriminatoires après ceux de Lebel doivent être combattus avec la plus grande des fermetés. Ils sont d'autant plus insupportables qu'ils sont portés par des élus ou anciens ministres de la République.

Baisse du budget de la culture : une grande première sous un gouvernement de gauche dans l'histoire de la Ve République !

Selon le Projet de loi de finances pour 2013, le ministère de la Culture verrait son budget amputé de 110 millions d'€ (-4,3%). Et la baisse devrait se poursuivre durant les années à venir, avec 2,38 milliards pour 2014 et 2,35 milliards pour 2015. Ainsi, « les grands projets culturels annoncés par le précédent gouvernement sans être financés seront abandonnés, ou, pour certains, redimensionnés ou reportés ». Par ailleurs 20 millions d'€ de subventions pourraient disparaître des caisses de plusieurs établissements publics de l'État - théâtres, opéras, musées - soit environ 2 % de perte en regard de l'année 2012. Malgré un effort promis en faveur de l'éducation artistique ainsi que la promesse que le spectacle vivant serait épargné, le compte n'y est pas.

Le candidat François Hollande avait pris, lors de sa campagne deux engagements : celui de mettre en chantier une grande « loi d'orientation et de programmation » et celui de « sanctuariser » le budget de la Culture. Nous en sommes donc très loin et force est de constater que c'est la première fois dans l'histoire de la Ve République qu'un gouvernement de gauche procède à la diminution du budget de la culture ! Cette « grande première » qui a de quoi étonner, ne peut que susciter de notre part une claire désapprobation. Est-ce là le lancement de l'« Acte 2 de l'exception culturelle » ? N'y a-t-il pas là une incohérence incompréhensible de la part d'un gouvernement qui affirme haut et fort que l'éducation et la jeunesse sont les priorités majeures du quinquennat, et qui considère que la culture ne fait pas partie de cette priorité ! Quelle drôle de conception de l'éducation et de la culture dont les liens forment la trame essentielle de l'émancipation et de l'avenir de notre jeunesse.

Décidément l'acharnement gouvernemental à respecter le pacte budgétaire européen lui fait oublier ses fondamentaux. Le Parti communiste français qui avec ses partenaires du Front de Gauche a élaboré un projet ambitieux pour l'art, la culture et les médias, considère qu'aucune sortie de crise ne peut être envisagée sérieusement dans la poursuite d'une politique d'austérité et de réduction inconsidérée de la dépense publique. Il exige l'annulation des réductions budgétaires programmées par le gouvernement. Ses parlementaires députés et sénateurs seront en première ligne pour combattre l'austérité qui préside dans ce domaine comme dans les autres à l'élaboration du budget 2013. Il continuera d'agir avec le Front de gauche et l'ensemble des acteurs culturels pour la relance des politiques publiques en faveur de l'art et de la culture et la refondation d'un grand service public de la culture dont rêvait, entre autres, Jean Vilar dont nous célébrons cette année la centième anniversaire de la naissance.



A lire
L'Humain d'abord, programme du Front de Gauche.
Demandez-le aux militants PCF : 2€.

Patrick Le Hyaric, directeur de l'Humanité et député européen, décrypte les menaces du nouveau traité européen.



Résultat de la votation citoyenne de Cran-Gevrier du 6 Octobre

Merci aux votants et au grand nombre de passants qui se sont arrêtés pour s'informer, discuter et échanger à propos du TSCG. Cette votation symbolique aura permis au Front de Gauche cran-gévrien (PCF, PG, Chaîne Humaine) de diffuser sa position sur le traité d'austérité, tout en mettant lui-même en œuvre par l'exemple le débat public tel qu'il le réclame : la consultation référendaire !

Pour aller jusqu'au bout de notre démarche, nous publions donc le résultat de cette consultation, qui bien sûr n'a aucune commune mesure avec une véritable consultation électorale.

Sur 28 (6 ont voulu voter après) personnes ayant glissé un bulletin dans notre urne, 25 personnes ont répondu NON à la question « la France doit-elle ratifier le Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance de l'Europe (TSCG)? ». 2 bulletins nuls et 1 bulletin OUI nous permettent de justesse d'échapper à l'accusation de plébiscite de république bananière ! Ouf ! Qu'est-ce à dire ? Comme toute expérimentation de laboratoire, cette votation nous permet de formuler des hypothèses : si F. Hollande et J.-M. Ayrault soumettaient ce texte à référendum aujourd'hui, se heurteraient-ils à 89,29 % de refus ? On comprend mieux – et on excuse d'autant moins – leur passage en force et leur mépris du peuple !

Foutaises, nous direz-vous – et nous disons-nous nous-mêmes – le panel est bien trop faible pour pouvoir tirer de quelconques conclusions de cette votation. Toutefois, elle a le mérite de montrer notre lucidité et notre modestie, voire même notre honnêteté : la presse, pendant la campagne de 2012, ne s'est pas privée de publier des séries de sondages aux panels ridicules, sans valeur scientifique, censés justifier le « vote utile » et influencer l'électeur avant son vote. Et cela continue : Récemment Le Parisien publie un sondage au titre assez sûr de lui : « Sondage : les Français favorables au traité européen ». Le chapeau qui suit n'est pas plus nuancé : « Si le traité imposant l'équilibre budgétaire aux pays membres de l'Union européenne était soumis à référendum en France, le oui gagnerait. Cependant, les opposants, eux, se mobilisent, comme hier à Paris. » Un sondage suffit à légitimer le choix du gouvernement. Pourquoi alors gaspiller de l'argent – alors qu'il faut faire des économies ! – à organiser un référendum. Pourquoi les opposants gaspillent-ils de l'énergie – alors qu'il faut faire des économies d'énergie ! – à se mobiliser ? Sauf que ce sondage sur internet (le type le moins fiable puisqu'il propose une rétribution aux sondés) réalisé par BVA, se base sur un panel de 991 personnes ! C'est complètement délirant !

Pantalonnade que tout cela : jamais un sondage n'abolira la voix populaire. Jamais il ne rivalisera avec le référendum. Qui peut déceimment prétendre que l'opinion de 991 personnes sondées sur internet est plus fiable que celle de 80.000 personnes défilant à Paris le 30 Septembre ? De plus, que vaut l'opinion d'un peuple dont on a tout fait pour qu'il n'en ait pas ? Qu'il ne se la construise pas ? C'est là que l'enquête d'opinion n'est plus rien à côté de l'adoption d'une position exprimée dans un référendum.

Notre action vise avant tout à construire cette prise de position, cette prise de conscience positive et politique au sein de nos concitoyens. Mais un autre fait expérimental pourra nous permettre de formuler des hypothèses : vers 15h la police municipale, à la demande du maire Jean Boutry, est intervenue et nous a demandé de quitter les lieux. Ce dernier nous a fait savoir que "la politique n'avait pas sa place à la fête des associations". C'est le comble : nos amis d'Attac et des Amis de la Terre ne tenaient-ils pas un stand dans cette fête ? Leurs mots d'ordre ne sont-ils pas suffisamment politiques pour qu'il se rende compte de l'absurdité de son propos ? L'austérité contre laquelle nous souhaitons mobiliser frappera très durement le secteur associatif, puisque cette politique s'attaque également aux collectivités territoriales, qu'il ne fasse pas semblant de l'ignorer puisqu'il aura à en répondre auprès de ses électeurs.

Et si un référendum produisait le même résultat que notre votation à l'échelle de la nation, que se passerait-il ? Messieurs Hollande et Ayrault feraient-ils eux aussi intervenir la police ? C'est bien ce qui s'est produit en Grèce quand M. Papandréou a suggéré d'organiser un référendum : il a été immédiatement rappelé par la police de la pensée unique incarnée par la Troïka BCE-FMI-Commission, et servilement soutenue par M. Sarkozy.

Camarades, maintenons notre vigilance et notre énergie de contestation et de résistance au plus haut niveau. Car même à la petite échelle locale, ces gens ont peur du fait politique comme ils craignent leur ombre. Nous ne nous tairons pas.



Arcelor Mittal : "L'État ne doit pas se coucher devant l'exterminateur de la sidérurgie française"!

La direction d'Arcelor Mittal vient d'annoncer, lors de son CCE, la fermeture définitive des Hauts Fourneaux de Florange. Ce sont donc plus de 600 emplois qui vont être supprimés, et 1000 s'il se confirme la fermeture du secteur packaging-boissons. L'actionnaire principal Mittal montre son vrai visage : celui de l'exterminateur de la sidérurgie française.

Qui est surpris par le machiavélisme et la brutalité d'un groupe financier qui a déjà fermé de nombreux sites sidérurgiques en France et en Europe, saccageant des territoires industriels et jetant à la rue des milliers d'ouvriers, de techniciens et d'ingénieurs ? Qui peut croire aux discours de Mittal pour qui la forte baisse de la demande d'acier dans notre pays expliquerait la fermeture de Florange alors qu'il vient de distribuer 1,2 milliards d'euros à ses actionnaires ?

Les organisations syndicales, après un bras de fer d'un an et demi et malgré la viabilité du site, sont écœurés et révoltés par la décision d'un groupe qui impose une nouvelle casse sociale à un territoire qui compte 140 000 chômeurs et qui impose à la France son diktat, après avoir touché des millions de fonds publics.

Ni le Président de la République, ni le gouvernement ne peut accepter que la France se couche devant Mittal. L'État a l'obligation, dans ce contexte, d'intervenir dans le conseil d'administration d'ArcelorMittal avec la puissance publique pour refuser le démantèlement d'un fleuron de la sidérurgie française et exiger immédiatement le remboursement des millions de fonds publics versés à Mittal.

Après les promesses non tenues de Nicolas Sarkozy, la gauche ne doit pas abandonner Florange. Le PCF continue de soutenir les salariés dans leur lutte pour la sauvegarde de leurs emplois.

« Le traité budgétaire est contraire au droit européen »

Le groupe parlementaire de la Gauche unie européenne – gauche verte nordique (GUE-NGL) au Parlement européen vient de rendre publique une expertise juridique qui prouve que le Traité budgétaire (TSCG) est contraire au droit européen au plan formel comme au plan matériel.

Le constat du Professeur Andreas Fischer-Lescano est clair : non seulement la forme que prend le TSCG empêche son application, mais surtout, sur le fond, les choix en matière de « gouvernance », le « frein à l'endettement » et les sanctions automatiques sont contraires au droit de l'Union. Le rapport pointe notamment le fait que les droits du Parlement européen y sont bafoués car « La commission n'est pas suffisamment soumise à un contrôle démocratique dans le cadre de l'exécution du traité fiscal ».

C'est un argument nouveau en faveur de la non ratification de ce traité, qui vient s'ajouter au refus de l'austérité permanente et du transfert de la souveraineté budgétaire vers la Commission européenne dont les pouvoirs sont, décidément, démesurés. (...)

Marie-George Buffet sur RFI : On voit que partout où l'austérité est imposée, cela amène la récession

« Je crois qu'il faut en politique être clair sur son engagement. Ce traité est un traité qui va imposer une politique d'austérité à notre pays. Or, on voit que partout où l'austérité est imposée, cela amène des pays dans la récession. Tous les grands économistes, dont le prix Nobel (Joseph Stiglitz NDLR) de l'économie ont dit : "l'Europe va dans le mur avec ce choix de l'austérité". »

Marie-George Buffet était l'invitée de la matinale de RFI, lundi 1er octobre 2012, au lendemain de la manifestation contre l'austérité qui a réuni près de 80 000 personnes à Paris, à l'appel d'organisations politiques : Front de gauche, NPA, associatives comme Attac, la fondation Copernic, le mouvement Utopia ou syndicales comme la FSU, Solidaires l'URIF CGT... (La liste complète des signataires est visible sur stopausterite.org)

<http://www.rfi.fr/emission/20121001-marie-george-buffet-deputee-seine-saint-denis-ancienne-secretaire-nationale-parti->

Pierre Laurent : Le gouvernement ne peut pas rester sourd à ceux qui ont voulu le changement

Pierre Laurent était l'invité de "Tous politiques" dimanche 30 septembre 2012 sur France Inter.

<http://www.pcf.fr/28744>



Les animateurs de la votation citoyenne à Cran-Gevrier Le PCF salue la très belle victoire de Chavez

Le PCF salue la très belle victoire de Hugo Chavez à l'élection présidentielle qui a obtenu le meilleur de ses résultats en rassemblant presque 8 millions de voix. Avec une participation historique, le peuple vénézuélien s'est mobilisé massivement pour affirmer son choix d'aller plus loin sur la voie de la transformation sociale et démocratique.

Texte complet : <http://www.pcf.fr/29224>

Local PCF saccagé : « les communistes, les démocrates et les républicains ne se laisseront pas faire »

Des individus cagoules s'en sont pris avec violence en pleine journée, mercredi, aux locaux de la Fédération du Rhône du Parti Communiste Français. Interpellés dans les heures qui ont suivi, ces personnes ont revendiqué leurs actes et leur appartenance à divers groupuscules d'extrême droite se réclamant de l'œuvre française. Ce n'est pas la première fois – graffitis insultants, croix celtiques, jet de fumigène – de plus en plus violents, ces activistes ont deux buts précis : instaurer un climat de terreur et faire parler d'eux.

De tels agissements doivent encourir de sévères sanctions pénales car ce type d'attaques se multiplie. Déjà des locaux de militants associatifs du Rhône mais aussi, ailleurs en France, comme dans les Hauts-de-Seine, une permanence du Front de gauche, ont été pris pour cibles. Les communistes, les démocrates et les républicains ne se laisseront pas faire, ni entraîner dans la panique. À leur crasse et dangereuse ignorance, à leur agressivité, nous opposons l'intelligence, le rassemblement et le sang-froid. Ces énergumènes seront impuissants à nous détourner de notre action politique pour la justice sociale, la liberté et l'égalité.

Je veux assurer les communistes du Rhône de mon soutien et les assurer de la solidarité de leurs camarades de toute la France.

« Le fonds de banlieues cofinancé par le Qatar est une aberration ! »

La validation par le gouvernement et le ministre Arnaud Montebourg du principe d'un « fonds banlieues » de 100 millions d'euros cofinancé par le Qatar est une aberration. Et ce ne sont pas les dernières annonces - participation à parité avec l'émirat du Golfe de l'État français et d'investisseurs privés, extension des bénéficiaires du fonds aux « territoires déshérités » au sens large - qui rendent une virginité philosophique, éthique et laïque au projet.

Car ne nous faisons pas d'illusion sur la générosité du mécène qatari qui n'est en réalité qu'une offensive économique et idéologique. Le problème n'est évidemment pas la provenance étrangère de l'argent mais la nature et les intentions du régime « donateur ». Le Qatar est un contre-modèle de démocratie, dirigé par une dynastie qui méprise les droits des femmes et la liberté d'expression.

Il est évident que l'émirat intervient sur une base communautariste et qu'il ne s'intéresse pas aux quartiers populaires par philanthropie mais parce qu'ils concentrent des populations héritières de l'immigration nord-africaine. Et par raccourci de culture musulmane.

En ce sens, la démarche du gouvernement français est contestable d'un point de vue laïque et éthique. Il est par ailleurs illusoire voire insultant de penser qu'une tirelire de 100 millions d'euros peut endiguer le chômage et la précarité dans nos quartiers. Ces populations abandonnées depuis des décennies par les pouvoirs publics n'ont pas besoin d'aumône mais d'un État et de collectivités locales qui refusent l'austérité en se dotant d'outils efficaces comme une réforme fiscale pour retrouver les capacités financières et politiques d'agir.

Pierre Laurent : Il faut rompre avec les politiques d'austérité

Pierre Laurent était l'invité de LCI matin le 1er octobre 2012 au lendemain de la manifestation unitaire « Pour une Europe solidaire, non au traité d'austérité ».

http://www.dailymotion.com/video/xtzxa6_pierre-laurent-il-faut-rompre-avec-les-politiques-d-austerite_news

3 millions de chômeurs : « rompre enfin avec la politique mise en œuvre par Sarkozy »

Le cap des 3 millions de chômeurs, constitue une alerte extrêmement grave. Et encore, ce chiffre ne prend en compte que les personnes n'ayant pas du tout travaillé en France métropolitaine. Au total, ce sont donc près de 5 millions de salariés privés d'emploi que compte notre pays aujourd'hui, DOM compris. Ce désastre peut même tourner à la catastrophe si l'on ne rompt pas enfin et définitivement avec la politique mise en œuvre par Sarkozy. Avec la flexicurité et la recherche d'un « compromis historique » sur la baisse du coût du travail et le recul du droit du travail, comme le demande le MEDEF au lieu de sécuriser l'emploi et la formation et de faire reculer les coûts du capital (intérêts, dividendes...), on ne ferait qu'aggraver les difficultés de l'emploi, l'insuffisance des qualifications et la faiblesse de la croissance. Le TSCG, en condamnant à perpétuité les peuples à l'austérité, redoublerait en ce sens.

Les Français, le 6 mai dernier, n'ont pas voté pour cela.

De toute urgence, le gouvernement doit décréter un moratoire sur tous les plans sociaux pour la recherche de solutions alternatives s'appuyant sur les contre-propositions des salariés. Il doit pousser à l'adoption d'une loi sur l'interdiction des licenciements boursiers et accorder aux salariés des pouvoirs nouveaux pour réorienter les choix de gestion. Il s'agit de mobiliser autrement l'argent des entreprises, des banques, des fonds publics et réorienter la BCE pour une utilisation de la monnaie et du crédit favorisant la création, la sécurisation, la promotion de l'emploi, de la formation et des revenus du travail et de remplacement.

Sodimédical : La justice blanchit Lohmann et Rauscher et s'acharne sur les Sodimédical

Saisie en référé la Cour d'Appel de Reims rendra sa décision. Pourtant, le procureur général a estimé aujourd'hui « la liquidation de Sodimédical inévitable ». Ce revirement du procureur est surprenant et choquant car fin juin il avait pris fait et cause pour les salariées de Sodimedical. « Je suis à 200% à vos cotés » avait-il déclaré en condamnant les patrons de Lohmann et Raucher à relocaliser l'activité en France et à payer les salariées des 50 salariées de l'Aube.

La justice ne protège pas les salariés contre l'appétit des patrons voyous qui peuvent tout faire sans être inquiétés! Elle s'acharne contre les Sodimedical qui risquent de recevoir leur lettre de licenciement dès lundi !

Où sont les promesses des ministres Montebourg et Sapin sur le maintien du site? Où sont les engagements de la Garde des Sceaux Christiane Taubira sur l'action de la justice contre les « crimes économiques et sociaux »? Les salariées ont décidé en dernier recours de s'adresser au Président François Hollande car depuis l'arrivée de la gauche elles n'ont vu aucun changement quant à leur dossier.

Le PCF réaffirme son soutien aux salariées de Sodimédical qui ne touchent plus de salaires depuis bientôt 1 an, et exige que le groupe respecte la décision de justice rendue en juillet 2012 qui la condamnait à payer les salaires dus et à venir.

« Sanofric » veut supprimer 900 emplois en France !

Le groupe pharmaceutique Sanofi confirme sa volonté de supprimer environ 900 emplois en France. Ce désastre humain et économique s'ajoute aux 4000 emplois déjà éliminés en 4 ans par « Sanofric » ! Un scandale majeur au vu des 8,8 milliards de bénéfices réalisés par ce groupe pharmaceutique, 1er européen et 3ième mondial. Seul compte l'intérêt des actionnaires. A l'image des CCE où les représentants du personnel sont convoqués sans aucune information, sans aucune transparence sur la stratégie du groupe, sans aucune assurance sur l'avenir des sites de Montpellier et de Toulouse, il est urgent de voter une loi et des droits pour interdire des licenciements financiers. Sanofi en est l'exemple type, d'autant que l'État a les moyens d'agir ; ce groupe bénéficie d'argent public tant dans la recherche que dans le remboursement des médicaments par la sécurité sociale.

La solidarité nationale pour les tarifs de l'énergie, mise à mal par les députés PS-EELV

Une poignée de députés PS et EELV a adopté à la hussarde dans la nuit du 4 au 5 octobre la proposition de loi de F. Brottes censée « préparer la transition vers un système énergétique sobre ». Au mépris du débat parlementaire la « loi sur les tarifs progressifs » s'est transformée en un système de bonus malus sur les factures d'électricité et du gaz ne prenant même pas en compte les logements mal isolés souvent habités par les ménages les plus modestes. En prenant en compte la zone géographique, les promoteurs de cette loi s'attaquent à la péréquation tarifaire (même tarif quel que soit son lieu d'habitation) et instaure donc une inégalité de traitement entre les Français. C'est pour le PCF une nouvelle atteinte grave au service public.

Le contrôle des dépenses d'énergies passe par celui de la rénovation thermique, une des premières sources d'économies d'énergie possibles. Hélas, le gouvernement recule. Après avoir annoncé la rénovation d'un million de logements, il se rétracte à 500 000 par an et baisse le budget 2013 du ministère de l'écologie ; alors qu'il est plutôt urgent de donner à tous les moyens de réaliser les travaux de rénovation thermique et de performance énergétique.

Cette loi élaborée sans aucune concertation avec les différents acteurs que sont les usagers et leurs associations, les élus, les organisations syndicales ne règlera en rien les hausses incensantes du prix du gaz sans réelles justifications. De plus, l'introduction, en pleine nuit, d'amendements s'apparentant à des cavaliers législatifs pour modifier profondément la réglementation régissant l'implantation des champs d'éoliennes et offrir une nouvelle manne financière aux opérateurs privés du secteur n'est pas tolérable ; c'est programmer une nouvelle hausse de la CSPE payée par tous les usagers domestiques dont le produit est reversé par milliards aux lobbies de l'éolien et du photovoltaïque alors que seulement 90 millions sont consacrés au soutien des plus démunis. C'est cela qu'il faut réformer sans attendre et c'est ce que ce projet de loi refuse de faire.

Les Député-e-s Front de gauche se sont opposés aux mesures instaurées par ce texte. Cette loi s'inscrit dans l'entreprise de démolition du service public qui s'opère depuis la fin du 20ème siècle. Après les tarifs, il y a un fort risque que les mêmes s'attaquent à la destruction du service public de la distribution en remettant en cause le régime concessionnaire, aujourd'hui garant de la péréquation tarifaire. Le PCF ne laissera pas détricoter ce qui fait la force du service public de l'électricité et du gaz depuis 1946. Le PCF exige que le débat sur la politique énergétique de la France soit mené démocratiquement et sereinement à l'occasion du grand débat public annoncé par F. Hollande lors de la conférence environnementale.

Espagne « Le gouvernement Rajoy doit écouter le peuple »

La colère monte en Espagne et c'est justifié. Le taux de chômage de 25%, atteint les 52,7% chez les jeunes. Les pressions des marchés financiers continuent : le taux d'emprunt à 10 ans est repassé mercredi au dessus de la barre des 6%. Et le gouvernement se plie aux injonctions des banques et de la commission européenne. C'est une année d'austérité que Mariano Rajoy présente aujourd'hui, avec 39 milliards d'euros de coupes budgétaires pour 2013. Il ne faut pas s'étonner que les citoyens espagnols se rassemblent pour dénoncer une démocratie « confisquée », assujettie « aux marchés financiers ». Au lieu d'attiser le feu par la répression et la criminalisation des mouvements sociaux, le gouvernement Rajoy doit écouter le peuple espagnol qui souffre.

Le Parti de la gauche européenne (PGE) dénonce les violences et la disproportion des forces policières déployées contre l'initiative hautement symbolique du 25S « Toma el congreso ».

Heureusement qu'en Espagne, il y a des forces qui écoutent leur peuple et prônent une alternative sociale, économique et écologique basée sur une « régénération » de la vie politique. Le PGE réaffirme son soutien à Izquierda Unida (IU), au Parti Communiste d'Espagne (PCE) et à Esquerra unida i alternativa (EUIA) en Catalogne, ainsi qu'à leur proposition de référendum sur les coupes budgétaires.



PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Section de St-Martin-d'Hères, Gières, Poisat, Venon, St Martin d'Uriage
www.pcf-smh.fr/

RETRAIT DU PLAN de PSA NATIONALISATION DE PSA ET RENAULT !

PSA doit retirer son plan sous peine de rendre les aides publiques de toutes sortes reçues depuis des années. Elles s'élèvent à un tel montant que le groupe PSA saura être sensible à la pression.

Sans surprise, François Hollande, après l'indignation feinte, joue l'impuissance devant le plan de casse de 8000 emplois à PSA et la liquidation de l'usine Citroën d'Aulnay. Un rapport d'expert, de complaisance, vient habilement soutenir sa position. Il critique la stratégie de la direction mais juge la « restructuration » inéluctable et oppose perfidement les ouvriers d'Aulnay à ceux de Madrid. Maintenant, le gouvernement va s'appliquer à aménager « socialement » le plan pour mieux le faire passer.

Et pourtant, les politiciens de tous bords n'ont cessé, durant toute la campagne électorale, de clamer leur volonté de redresser l'industrie. Et bien ils le peuvent mais il faut les y contraindre !

Aujourd'hui, au nom de la crise, le nouveau gouvernement accompagne la stratégie du tout profit des actionnaires de Peugeot, comme hier, le gouvernement précédent a délivré des milliards d'euros d'aides publiques, directes et indirectes, aux capitalistes du secteur. Renault, dont l'Etat reste l'actionnaire de référence mais dont les profits sont absorbés à 85% par le privé, a impulsé la politique de délocalisation et de casse industrielle en France.

Une lutte nationale peut imposer autre chose que ces choix hypocrites :

- ▶ Le retrait pur et simple du plan de « restructuration » de PSA.
- ▶ Le remboursement des aides publiques reçues.
- ▶ La fin de la mise en concurrence destructrice, organisée par l'UE, notamment avec l'euro, entre les travailleurs de chaque pays. Notre peuple a déjà dit NON aux traités européens. Faisons-le respecter !

L'industrie et l'industrie automobile en particulier sont des priorités nationales ? Oui ! Alors posons la question de la nationalisation des deux entreprises centrales, dont dépendent les équipementiers et sous-traitants, qui structurent des bassins d'emploi entiers, avant qu'il ne soit trop tard !

Que l'on ne nous dise pas que c'est trop cher ! La capitalisation boursière de Peugeot-Citroën est tombée à 2,25 milliards d'euros. C'est 20 fois moins que le coût de l'avion de guerre Rafale !

Historiquement, la nationalisation, après l'expérience de la Libération, n'a rien à voir en France avec les opérations de renflouement momentané par l'Etat des trusts comme General Motors aux Etats-Unis. Un rapport de force existe pour, par la lutte, par l'intervention des salariés, se débarrasser des intérêts privés, gagner d'autres choix industriels dans l'intérêt du pays : la réponse aux besoins face à la logique du profit.

Nous demandons au gouvernement et au président d'imposer immédiatement le retrait du plan de casse des patrons de PSA, de nationaliser PSA et de renationaliser intégralement Renault.

Nom Prénom	Adresse	Mail	Signature

Ils sont organisés, faites le aussi : ADHEREZ AU PCF !

NOM Prénom : Adresse

.....Téléphone/Courrier électronique:.....

Retourner à PCF, BP 283, 38407 St-Martin-d'Hères Cedex, Tél. 04 76 01 81 38
mèl : pcf.smh@wanadoo.fr site internet : pcf-smh.fr

le 09 octobre 2012